Le jardinage dans l'espace public : paradoxes, ruses et perspectives

Gardening in the Public Space: Paradoxes, Tactics and Perspectives

Aurélien Ramos

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/paysage/404>

DOI : 10.4000/paysage.404

ISSN : 1969-6124

Éditeur :

École nationale supérieure du paysage de Versailles-Marseille, Institut national des sciences appliquées Centre Val de Loire - École de la nature et du paysage, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Bordeaux, École nationale supérieure d'architecture et de paysage de Lille, Agrocampus Angers

Référence électronique

Aurélien Ramos, « Le jardinage dans l'espace public : paradoxes, ruses et perspectives », *Projets de paysage* [En ligne], 19 | 2018, mis en ligne le 01 décembre 2018, consulté le 28 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/paysage/404> ; DOI : 10.4000/paysage.404

Ce document a été généré automatiquement le 28 novembre 2019.

Projets de paysage

Le jardinage dans l'espace public : paradoxes, ruses et perspectives

Gardening in the Public Space: Paradoxes, Tactics and Perspectives

Aurélien Ramos

- 1 Depuis le milieu des années 2000, des dizaines de villes françaises se sont dotées de dispositifs visant à inciter les citoyens à jardiner, non plus uniquement à l'intérieur de jardins mais à l'extérieur, dans l'espace public. S'inscrivant dans la dynamique lancée par le Grenelle de l'environnement qui a amené à reconsidérer la place de la nature en ville au regard notamment de la qualité de vie des citoyens, ces politiques publiques incitatives mettent en tension deux termes dont l'association ne va pas de soi : le jardinage et l'espace public. En effet, on associe traditionnellement le jardinage au domaine domestique plutôt qu'à la sphère publique. Étymologiquement et ontologiquement, le jardinage se pratique dans un espace se distinguant du territoire dans lequel il s'insère par sa clôture (Hunt, 1996 ; Brunon et Mosser, 2007). Comme pratique urbaine, le jardinage dispose d'espaces dédiés que sont les jardins, qu'ils soient individuels ou collectifs (ouvriers, familiaux, partagés) (Cabedoce et Pierson, 1996 ; Prédine, 2009).
- 2 Par ailleurs, le jardin dès lors qu'il est un espace de jardinage est « toujours approprié individuellement, c'est toujours le territoire, l'œuvre de quelqu'un » (Dubost, 1997). Il s'oppose en cela à l'espace public, dans le sens d'un espace ouvert à tous (Blanc et Causer, 2005), où les relations interpersonnelles sont régies par le consensus (Habermas, 1978) et où l'affirmation de la propriété et les pratiques d'ordre intime n'ont pas lieu d'être. Le jardinage reste « une affaire entièrement privée entre [le jardinier et] son jardin » (Page, 1994).
- 3 On associe également le jardinage à l'idée d'une pratique récréative. Le jardinage appartient à la catégorie des « loisirs pratiques » (Sue, 1980), soit ces formes particulières « d'activités utilitaires nécessitant une réalisation concrète et un travail manuel quelconque » (*ibid.*) intervenant dans le temps des loisirs (Creux, 1999). Le jardinage apparaît également comme une pratique amateur, c'est-à-dire une pratique « pour le plaisir, à des fins personnelles ou pour un cercle restreint à des proches, en

opposition à un exercice professionnel » (Donnat et Cogneau, 1990). La pratique du jardinage reste également associée à une forme dilettante d'action dans l'espace, visant prioritairement un épanouissement personnel, hédoniste et libérateur, soit une pratique désintéressée, résultant d'un libre choix. En cela, elle se distingue clairement de l'entretien des parcs et jardins publics de la ville, activité qui ne saurait être qualifiée de jardinage : c'est un travail professionnel.

- 4 Pourtant, malgré le paradoxe apparent, le jardinage existe en dehors du clos protecteur du jardin, notamment comme extension d'une pratique domestique dans l'espace public. Ce sont les formes d'appropriation que l'on peut voir dans les petites villes et villages par exemple, où les habitants installent des pots et des jardinières fleuris sur leurs pas-de-porte. Ces formes de privatisation à la marge, d'occupation des interfaces entre sphère privée et sphère publique ont été décrites par l'architecte Nicolas Soulier qui propose le terme « frontage » (Soulier, 2012), pour qualifier ces espaces de pratiques privées à la lisière avec l'espace de la rue.
- 5 Par ailleurs, depuis la deuxième moitié du XX^e siècle aux États-Unis et en Europe, le jardinage en dehors du jardin constitue un mode d'activisme urbain et citoyen. À New York au début des années 1970, dans un contexte de crise sociale et économique, caractérisée par un abandon des infrastructures urbaines par les pouvoirs publics et une forte spéculation immobilière (Basset, 1979), le mouvement de la *Green Guerrilla*¹, constitué d'artistes et de pionniers écologistes (Tracey, 2007 ; Reynolds, 2010), s'inscrit dans les courants alternatifs contestataires qui se développent à cette époque en utilisant le jardinage comme arme de lutte contre la dégradation des conditions de vie urbaine (Baudry *et al.*, 2014). Jardiner devient un moyen d'occupation de friches, de terrains vacants et délaissés (Demailly, 2015), de fabrication d'espaces collectifs – dont les formes sont déterminées par la pratique du jardinage – mais également un mode d'expression politique d'un droit à la ville (Lefebvre, 1968). En 2008, presque quarante ans plus tard, dans un autre contexte de crise économique et sociale, le mouvement *Incredible Edible*² naît dans le nord de l'Angleterre. Il se présente comme un mouvement participatif d'agriculture urbaine en *open source* visant la mise en culture des espaces urbains, en substituant les plantations municipales ornementales dans l'espace public par des plantes potagères consommables par tous. Le jardinage, activité collective visant la production de nourriture à partager issue d'un sol public, constitue alors un manifeste pour le bien commun (Dardot et Laval, 2014).
- 6 Face aux paradoxes que soulève l'apparition de pratiques de jardinage dans l'espace public, aux mutations et aux conséquences que cela engendre, comment interpréter l'intérêt récent des municipalités françaises qui développent des dispositifs d'incitation au jardinage dans l'espace public ? Faut-il voir dans ces dispositifs publics une invitation des municipalités à la privatisation de l'espace public via les pratiques de jardinage ? Ou bien faut-il entendre ces incitations comme un appel à l'insurrection jardinière ? Il s'agirait alors d'une politique contradictoire de la part de la puissance publique qui inviterait à des formes visant le remplacement des aménagements publics par des formes amateurs ? Par ailleurs, on sait combien, dans l'histoire des villes, le jardinage a représenté pour les pouvoirs publics un vecteur de structuration (Weber, 1998) ou *a minima* de conformation (Dubost, 1997, p. 145) sociale et morale, quels sont les enjeux de l'incitation à jardiner dans l'espace public pour les municipalités ?

Éléments méthodologiques

- 7 Ce travail proposant d'analyser les conditions de l'incitation au jardinage dans l'espace public, ses effets et ses enjeux pour les municipalités françaises s'inscrivent dans un projet de thèse sur les transformations contemporaines des pratiques de jardinage en ville et leur rôle quant à la production de l'espace urbain. L'étude présentée ici porte sur un corpus constitué des dix-huit premières municipalités françaises (figure 1) à s'être dotées de dispositifs d'incitation au jardinage dans l'espace public parmi les plus importantes quant à la population³. Cet échantillonnage à la fois chronologique et démographique a été conditionné, en outre, par l'accessibilité aux données nécessaires à la recherche.

Figure 1. Chronologie des 18 premières municipalités françaises les plus peuplées dotées de dispositifs d'incitation au jardinage dans l'espace public

VILLE	NOM DU DISPOSITIF	EXISTE DEPUIS
Rennes	<i>Embellissons nos murs</i>	2004
	<i>Jardiner ma rue</i>	2017
Lyon	<i>Micro implantations florales</i>	2005
Angers	<i>Mini-jardin</i>	2010
Bordeaux	<i>Trottoirs plantés</i>	2012
	<i>Végétalisation de rues</i>	2013
Dijon	<i>Permis de végétaliser</i>	2014
Grenoble	<i>Jardinons nos rues</i>	2014
Caen	<i>Caen au pied du mur</i>	2015
Marseille	<i>Visa vert</i>	2015
Montpellier	<i>Micro fleurissement urbain</i>	2015
Paris	<i>Permis de végétaliser</i>	2015
Nantes	<i>Ma rue en fleur</i>	2016
	<i>Ma rue est un jardin</i>	2017
Toulouse	<i>Des fleurs sur mon mur</i>	2016
Lille	<i>Permis de végétaliser</i>	2017
Reims	<i>Permis de végétaliser</i>	2017
Strasbourg	<i>Strasbourg ça pousse</i>	2017
Amiens	<i>Permis de fleurir</i>	2018
Le Havre	<i>Jardin de rue</i>	2018
Le Mans	<i>Végétalisation de rues</i>	2018

© Aurélien Ramos, 2018.

- 8 L'analyse comparative entre ces différentes situations urbaines repose sur une approche qualitative et s'appuie sur trois types de matériel de terrain : les documents réglementaires téléchargeables depuis le site Internet des municipalités (chartes, règlements, conventions d'occupation du domaine public) ; les documents de communication ou de promotion des dispositifs en question, produits par les villes à destination des citoyens (guides de végétalisation, affiches et flyers, sites Internet ou plateformes communautaires virtuelles telles qu'Instagram ou Tweeter) ; des articles de presse (presse locale et/ou nationale, blogs et sites non institutionnels). Différents entretiens ont également été menés auprès des services municipaux, des acteurs impliqués dans le projet ou des citoyens-jardiniers. À partir du corpus, cet article présente un état des lieux croisé des contextes d'apparition de ces politiques publiques,

de leurs cadres réglementaires, des acteurs impliqués et des typologies d'espaces jardinés encouragés. Il s'agira de mettre ces premiers éléments en perspective du renouvellement des modes de gestion des espaces publics végétalisés, visant – notamment – l'augmentation des surfaces plantées (AIVF, CNFPT, 1995) et, plus largement, les conséquences sur les évolutions contemporaines du métier de paysagiste en tant que concepteur de l'espace public.

L'informel comme condition à l'institutionnalisation du jardinage dans la rue

La ruse : moyen d'action et de légitimation

- 9 À Rennes, Lyon, Montpellier, Caen ou Bordeaux⁴, ce sont des initiatives citoyennes informelles qui sont à l'origine des dispositifs d'incitation au jardinage dans l'espace public. La mise en place de ces derniers constitue l'étape ultime du processus d'institutionnalisation de cette pratique informelle du jardinage hors du jardin. À Lyon par exemple, c'est l'association Jardingue, et en particulier M. Maret, qui dès 2003, observant l'apparition spontanée de végétaux sur les trottoirs, initie les démarches de « micro-implantations florales » en incisant le bitume pour y faire des plantations⁵. *A priori*, l'intervention d'un individu sur le domaine public – que ce soit par addition (installation de jardinières par exemple) ou par soustraction (création d'une fosse de plantation en opérant des ouvertures dans le revêtement urbain) – est proscrite par la municipalité qui, par conséquent, s'oppose tout d'abord à ce type d'action⁶. Cependant, l'illégalité de ces pratiques de piratage végétal reste marginale et subtile. En effet, celles-ci s'apparentent au régime des « tactiques » défini par Michel de Certeau (1990), consistant moins en une transgression de la loi qu'en une « ruse », c'est-à-dire une manière de jouer à l'intérieur du cadre réglementaire tout en profitant de ses imprécisions (Diamanti, 2011). Il s'agit bien ici d'un type d'activité informelle que l'on pourrait rapprocher du *hacking*, ce bricolage ou *bidouillage* ludique, constituant un ensemble de techniques qui permettent d'exploiter les failles et les vulnérabilités d'un système dans le but enthousiaste de le dépasser en l'enrichissant tout en apprenant (Himanen, 2001).

Figure 2. Hacking végétal, Bordeaux

© Aurélien Ramos, 2011.

Figure 3. Hacking végétal, Bordeaux

© Aurélien Ramos, 2013.

Figure 4. Hacking végétal, Bordeaux.

© Julien Beauquel, 2014

Figure 5. Hacking végétal, Marseille

<https://marsactu.fr/un-visa-vert-bientot-necessaire-pour-la-vegetalisation-citoyenne/>.

- 10 La reconnaissance de la pratique du jardinage informel dans l'espace public passe donc, dans un second temps, par une étape de négociation dans laquelle les premiers porteurs de projet (association, collectif d'habitants, etc.) jouent un rôle essentiel.
- 11 Il peut s'agir d'une démarche explicite, où les pionniers cherchent non seulement à légitimer leurs actions mais également à les étendre. C'est le cas à Bordeaux notamment où l'association Yakafaucon – dont les actions de végétalisation de rue en 2010⁷ concernaient une seule rue au départ – a affiché très tôt l'ambition d'étendre le phénomène aux rues adjacentes, dans le but de constituer un réseau. Ces pionniers s'appuient sur les résultats de leurs actions (mobilisation habitante, constitution d'un collectif, embellissement du cadre de vie) pour obtenir la reconnaissance de la municipalité, mettant en avant les qualités à la fois esthétiques et éthiques de leurs actions. Il s'agit en effet pour eux non pas de revendiquer le droit à l'appropriation de l'espace public mais le « droit à l'œuvre, à la participation » (Lefebvre, 1968) visant l'invention d'un véritable « lieu public » (Zask, 2016, p. 204). La ruse réside alors dans ce cas à parvenir à sortir de l'illicite et à faire reconnaître le rôle constructif que ces actions peuvent jouer pour la fabrication de la ville et pour la société. En infléchissant les règles, en parvenant à inscrire leur action dans un cadre légal, il s'agit, pour ces pionniers, non seulement de convaincre les municipalités de les laisser agir mais également d'utiliser ce cadre pour étendre leurs actions au reste de la ville.

Figure 6. Action de végétalisation sauvage et collective de la rue Montfaucon, Bordeaux

© Aurélien Ramos, 2010.

Les pratiques informelles comme stratégie

- 12 Mais cette négociation pour la reconnaissance des pratiques informelles dans l'espace public peut également passer par le consensus. En effet, dans la plupart des villes où ils

ont été mis en place, les dispositifs d'incitation au jardinage dans l'espace public s'inscrivent directement dans le cadre des politiques initiées par le Grenelle de l'environnement en 2007, ainsi que dans celles engagées depuis le plan Ecophyto en 2008 visant la préservation de la biodiversité urbaine et l'instauration de la « gestion différenciée » des espaces verts. Cela se manifeste notamment par la volonté d'augmentation des taux de végétalisation en ville et l'abandon des produits phytosanitaires pour le désherbage des trottoirs (Marco *et al.*, 2014 ; Aggeri, 2010). Ces politiques s'accompagnent alors de dispositifs pédagogiques visant à sensibiliser les citoyens quant à la présence de la végétation spontanée. L'engagement politique a pour objectif à la fois un changement de pratiques mais également un changement de représentations (Kühne, 2012) sur ce qui a longtemps été qualifié de « mauvaises herbes » et qui reste associé, aujourd'hui encore, à l'idée d'un défaut d'entretien (Mezzoni, 2007). Aujourd'hui, cette volonté de changement de rapport au végétal spontané en ville (Chalas, 2010) coïncide avec la demande sociale d'augmentation de la végétation dans l'espace public (Bourdeau-Lepage, 2013). À partir de ces initiatives informelles mais localisées, dont les municipalités reconnaissent le succès, ces dernières élaborent un modèle applicable au reste de la ville. L'enjeu est alors de se substituer aux pionniers, et de fournir les conditions d'apparition de nouveaux acteurs. Les « tactiques » se muent alors en « stratégies » (Certeau, 1990) dotées des dispositifs techniques qui caractérisent le pouvoir : élaboration d'un cadre réglementaire (charte, autorisation d'occupation du domaine public, liste de végétaux), gestion administrative des autorisations de jardinage dans la rue (vérification des faisabilités techniques par les différents services, voirie et réseaux, propreté, espaces verts), mise en œuvre (fourniture de matériaux, plantes, terres, graines et/ou réalisation concrète), et campagne de communication.

Figure 7. Prise en charge des espaces de jardinage de rue

VILLE	NOM DU DISPOSITIF	MISE EN ŒUVRE DE L'ESPACE À JARDINER			PRISE EN CHARGE FINANCIÈRE PUBLIQUE				
		mairie	citoyen	autre	travaux (le cas échéant)	terre	végétaux (le plant)	conseil	autre
Rennes	<i>Embellissons nos murs</i>	X			X			X	
	<i>Jardiner ma rue</i>	X	X		X			X	
Lyon	<i>Micro implantations florales</i>	X		association de quartier	X			X	
Angers	<i>Mini-jardin</i>	X			X	X	X	X	
Bordeaux	<i>Trottoirs plantés</i>			CUB*	X	X	X	X	
	<i>Végétalisation de rues</i>	X			X	X	X	X	
Dijon	<i>Permis de végétaliser</i>		X					X	
Grenoble	<i>Jardinons nos rues</i>		X					X	
Caen	<i>Caen au pied du mur</i>		X		X			X	
Marseille	<i>Visa vert</i>		X					X	
Montpellier	<i>Micro fleurissement urbain</i>		X	association de quartier				X	
Paris	<i>Permis de végétaliser</i>		X					X	kit de plantation
Nantes	<i>Ma rue en fleur</i>		X					X	kit de plantation
	<i>Ma rue est un jardin</i>		X					X	
Toulouse	<i>Des fleurs sur mon mur</i>	X			X			X	
Lille	<i>Permis de végétaliser</i>					X	X	X	kit de plantation
Reims	<i>Permis de végétaliser</i>		X	Incroyables Comestibles	NC	X	X	X	
Strasbourg	<i>Strasbourg ça pousse</i>		X	association de quartier		X	X	X	
Amiens	<i>Permis de fleurir</i>	X			X	X	X	X	
Le Havre	<i>Jardin de rue</i>		X					NC	
Le Mans	<i>Végétalisation de rues</i>	X				X	X		

* CUB : Communauté Urbaine de Bordeaux (jusqu'en décembre 2014)

© Aurélien Ramos, 2018.

- 13 Dans la plupart des villes, les autorisations présentent toujours un caractère *exceptionnel*. Il ne s'agit pas de remettre en cause le règlement de voirie ni de faire de la rue un jardin. Le droit à jardiner dans l'espace public est concédé au jardinier de

manière ponctuelle, sur un espace précisément défini (pied d'arbre, pied de façade, bac, etc.). Ce qui est visé, c'est bien un mode d'action à la marge, une pratique de bricolage amateur en dehors des cadres de l'ordre urbain, sans tenir compte des principes régissant l'aménagement public dans lequel cet acte s'insère. Les autorisations sont d'autant plus exceptionnelles qu'elles peuvent porter sur des formes de dé-aménagement (dans les cas de réalisation de fosses de plantations par exemple). Si de fait, il n'est plus possible de parler de ruse ici, dans sa forme et dans son mode d'action pourtant, c'est bien à une « tactique » que les municipalités non seulement donnent l'autorisation mais encore encouragent les habitants. Paradoxalement, c'est le caractère informel de ces pratiques de jardinage de rue qui est la condition de leur autorisation par les municipalités : parce qu'elles sont hors cadre réglementaire, qu'elles restent exceptionnelles et ne constituent pas un ensemble cohérent et parce qu'elles se fondent sur un mode d'agir « relationnel » (Peraldi, 2010).

- 14 On le voit, le processus d'institutionnalisation ne consiste pas ici à un simple passage de l'informel vers le formel mais plus en une imbrication de l'un dans l'autre (Azaïs et Steck, 2010) dans laquelle les phénomènes d'échanges nécessitent d'être analysés.

Les effets de la *publicité* du jardinage : standardisation et mise en scène

Engagement moral et normalisation

- 15 Ces dispositifs incitatifs visent une généralisation des pratiques productrices d'espaces jardinés dans l'espace public et fournissent, aux habitants volontaires, un cadre réglementaire pour agir. Dès lors, leur mise en place conditionne *ipso facto* toute action à l'autorisation préalable des services municipaux. Cela instaure donc une distinction entre les actions légitimes et celles qui ne le sont pas. Dans certaines villes comme Bordeaux, dans le cadre du dispositif de « végétalisation de rue⁸ », seuls les services municipaux sont désormais habilités à intervenir pour réaliser la fosse de plantation. Via ce dispositif, qui s'inspire au départ des pratiques informelles de certains habitants qui dépavaient le trottoir devant chez eux pour y planter des végétaux, la municipalité se substitue au citoyen et reprend à sa charge la responsabilité d'intervention sur le domaine public.
- 16 En échange du droit à jardiner dans l'espace public, il est demandé au jardinier un engagement moral. Dans toutes les villes étudiées ici, cela prend la forme d'une charte définissant les droits et devoirs des deux parties : le jardinier et la municipalité. A minima, c'est elle qui fixe les normes de l'espace de jardinage (situation et dimension) ainsi que les modalités de jardinage, en termes de sécurité (nature et taille des végétaux), mais également en termes éthiques (jardinage écologique) et esthétiques. Sur ce dernier point, on retrouve, dans la plupart des chartes, l'amalgame courant entre les qualités esthétiques du jardin et son entretien, héritage de la « domestication de la nature » dans la ville (Dubost et Lizet, 2003). Entretenir le végétal en milieu urbain c'est avant tout contenir son expansion. Toutes les chartes comportent un paragraphe dans lequel la qualité de l'espace jardiné est assimilée à l'entretien, à la propreté et à la sécurité, non seulement de ce dernier (en maîtrisant le développement des végétaux et leur emprise sur l'espace public par exemple) mais également de ses abords, c'est-à-dire l'espace public. Ainsi la ville du Mans précise qu'il est nécessaire de « maintenir le

trottoir dans un état de propreté permanent⁹ », à Lille, le jardinier doit veiller à « la propreté du dispositif de végétalisation comme des trottoirs : élimination des déchets d'entretien ou abandonnés par des tiers [...] »¹⁰.

- 17 L'institutionnalisation entraîne donc une normalisation des formes de plantations dans la rue. La plupart des villes ayant mis en place ces dispositifs incitatifs définissent des limites aux types d'intervention : à Toulouse dans le cadre de l'opération « Des fleurs sur mon mur¹¹ » ou à Dijon dans le cadre du « Permis de végétaliser¹² » par exemple, on invite à jardiner les pieds d'arbres et les pieds de bâtiments mais l'installation de bacs ou l'ouverture de fosses de plantation ne sont pas autorisées. La normalisation, par mesure de précaution, va jusqu'à définir les dimensions maximales des interventions, les espaces de jardinage ne devant pas contrevenir aux règles de circulation dans le domaine public. Ces mesures limitatives définissent un cadre normatif qui peut s'avérer réducteur. À Bordeaux par exemple, l'institutionnalisation a entraîné la limitation à une seule forme d'intervention possible, quel que soit le contexte urbain : une à deux fosses de plantation par habitant pouvant être réalisée en pied de façade, d'une dimension standard de 15 cm de diamètre. Toute autre forme étant de fait exclue. Cela passe également par le calibrage et l'homogénéisation des types de plantations : ainsi, dans la plupart des villes, des listes de végétaux autorisés et interdits sont préétablies. Les règles en termes de sécurité et de santé publique, qui régissent habituellement le choix des végétaux dans l'aménagement de l'espace public (interdiction des végétaux urticants, allergènes, défensifs, etc.), sont ainsi appliquées aux pratiques amateurs de jardinage dans la rue.

Figure 8. Tableau comparatif des formes autorisées de jardinage de rue

VILLE	NOM DU DISPOSITIF	FORMES AUTORISÉES*					
		occupation/opportunisme				création/installation	
		pied d'arbre	pied de façade	pied de mobilier	parterre municipal	bac	fosse
Rennes	<i>Embellissons nos murs</i>	X					
	<i>Jardiner ma rue</i>	X	X		X	X	X
Lyon	<i>Micro implantations florales</i>	X	X	X			X
Angers	<i>Mini-jardin</i>		X			X	
Bordeaux	<i>Trottoirs plantés</i>					X	X
	<i>Végétalisation de rues</i>					interdit	X
Dijon	<i>Permis de végétaliser</i>	X	X		interdit		
Grenoble	<i>Jardinons nos rues</i>	X	X			X	X
Caen	<i>Caen au pied du mur</i>	X					X
Marseille	<i>Visa vert</i>	X	X	X	X	X	X
Montpellier	<i>Micro fleurissement urbain</i>	X					
Paris	<i>Permis de végétaliser</i>	X	X	X	X	X	X
Nantes	<i>Ma rue en fleur</i>	X	X				
	<i>Ma rue est un jardin</i>	X	X		X		X
Toulouse	<i>Des fleurs sur mon mur</i>	X	X				
Lille	<i>Permis de végétaliser</i>	X	X			X	
Reims	<i>Permis de végétaliser</i>		X		X	X	
Strasbourg	<i>Strasbourg ça pousse</i>	X	X			X	X
Amiens	<i>Permis de fleurir</i>	X	X			X	
Le Havre	<i>Jardin de rue</i>	X			X	X	
Le Mans	<i>Végétalisation de rues</i>					X	

* Formes autorisées selon les chartes de végétalisation

© Aurélien Ramos, 2018.

Figure 9. Typologie des formes autorisées d'espace de jardinage de rue

© Aurélien Ramos, 2018.

Du domestique au public : transfert de responsabilité et exposition

- 18 On peut penser que l'élaboration des chartes, fixant les droits et devoirs des jardiniers de rue, doit beaucoup à celles utilisées pour les jardins partagés qui leur sont souvent antérieures. Celles-ci définissent également les engagements demandés aux jardiniers en échange de la mise à disposition d'un espace par la municipalité. Un point cependant les distingue : dans les chartes des jardins partagés, en plus d'un engagement au jardinage dans le respect de l'environnement et à un bon entretien des espaces jardinés, il est demandé de veiller à « la création de lien social¹³ », à « favoriser les rencontres », à « susciter les échanges de savoirs et de pratiques¹⁴ », des critères qui pourraient être appliqués à l'espace public. Or, cet enjeu social n'est pas mis en avant dans les chartes de jardinage dans la rue. On peut s'en étonner, dans la mesure où, se trouvant sur le domaine public, ces pratiques ont nécessairement à cohabiter avec d'autres individualités et à s'afficher dans la société. Ainsi, on peut en déduire que si ces dispositifs s'adressent en apparence à tous (individus comme associations, entreprises, personnes morales), c'est moins le collectif que l'individu qui est visé implicitement.
- 19 En ne s'adressant ni à un public ni à un groupe mais à l'individu-jardinier, ces dispositifs renvoient à une pratique du jardinage domestique, plutôt associée à la sphère privée. Les travaux en sociologie et en anthropologie portant sur le jardin montrent que regardé depuis la rue, celui-ci constitue la représentation sociale du jardinier, l'image publique qui le classe dans la société (Haumont, 1979 ; Weber, 1998). Si la responsabilité morale et sociale s'applique à l'égard d'une parcelle close - dans la

mesure où l'unité spatiale du jardin constitue le pendant au corps individuel ou familial du jardinier - qu'en est-il lorsqu'il s'agit de l'espace public ? Comme nous l'avons vu précédemment, les dispositifs institutionnels de jardinage dans la rue, au travers de leur charte, impliquent une responsabilisation du jardinier dont il est attendu de lui qu'il contribue à l'aspect général de l'espace public par l'entretien, la taille, l'arrosage et la bonne santé de sa plantation. Son acte de jardinage est assimilé à une contribution individuelle à l'aménagement de la ville et sa qualité lui en incombe. Ainsi, dans le passage du jardin domestique et clos au jardin *dans* l'espace public, se joue un changement de rapport du jardinier à la société. Il se soumet toujours au regard panoptique extérieur (Foucault, 1975), mais ce, non plus depuis un espace qui est le sien mais depuis l'espace même depuis lequel il est surveillé. L'individu-jardinier, sans corps, limité à son action, subit le contrôle invisible et constant de la puissance publique. Un contrôle qui est une « modulation » (Deleuze, 1990) dans la mesure où le jardinage sous l'œil du public est soumis constamment aux jugements variables et sans cesse renouvelés du regard de tous.

- 20 Cela se traduit notamment par le fait que la plupart des municipalités se réservent le droit à l'image sur ces actes de jardinage individuels puisqu'ils appartiennent au domaine public. À Marseille, les habitants qui bénéficient du dispositif « Visa vert¹⁵ » sont invités à fournir régulièrement à la municipalité des photos de leur jardin de rue. À Paris la plateforme en ligne « Végétons Paris¹⁶ » offre un espace de communication et d'information, de recensement participatif, d'échange et de promotion des pratiques de jardinage dans le cadre de « Permis de végétaliser ». Sur les réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Instagram), le compte « Végétons Paris » se fait le relais des actions habitantes. En 2017 et 2018, un concours de photos a également été lancé sur Instagram avec le *hashtag* « #vegetalisonsparis » récompensant, par arrondissement, les bonnes pratiques sur des critères écologiques et esthétiques. La mise en concurrence des actes de jardinage constitue une vitrine d'excellence, promouvant la politique municipale en faveur de la nature en ville et de la démocratie participative. Dans certaines villes enfin comme à Strasbourg, Nantes, Lille ou Paris, le caractère promotionnel de ces actes de jardinage se traduit par l'invitation faite à chaque jardinier d'apposer sur l'espace jardiné une signalétique spécifique, homogène et fournie par les services de communication de la municipalité. Cet étiquetage s'apparente à une labellisation : la municipalité non seulement approuve et autorise ce type d'occupation de l'espace public mais elle le revendique et s'en approprie le bénéfice.

Figure 10. « Permis de végétaliser », Paris

Instagram, 2018.

Figure 11. « Embellissons nos murs », Rennes

Figure 12. « Végétalisation de rue », Bordeaux

Facebook @bordeauxparcsrives.

- 21 Cependant, avec ou sans étiquetage, ces types de pratiques de jardinage dans l'espace public ne sauraient être confondus avec l'aménagement, et notamment les types de fleurissements municipaux officiels. Cela veut bien dire alors que malgré leur institutionnalisation et donc leur normalisation et leur calibrage, les formes construites résultant de la pratique du jardinage amateur conservent un caractère informel qui les singularise dans le paysage urbain.

Esthétisation de l'informel : reconnaissance et assimilation

- 22 L'autorisation par les municipalités au jardinage de rue consiste en une invitation à des pratiques qui ont moins pour objectifs de se fondre dans l'aménagement public que de s'en distinguer radicalement. Leur caractère domestique mais également leur caractère informel sont privilégiés par les municipalités. Cela se traduit dans certaines villes par l'utilisation d'une rhétorique antiurbaine propre plus généralement à des contre-pouvoirs. Le cas de la ville de Marseille est particulièrement symptomatique à cet égard. Dans son « guide de végétalisation des rues », la municipalité utilise une rhétorique stéréotypée dans laquelle on retrouve les thématiques qui ont présidé aux mouvements tels que la *Green Guérilla* et qui constituent aujourd'hui un lieu commun des jugements portés sur la vie urbaine : « Le gris des murs et des rues vous attriste, et cet univers trop minéral dans lequel vous vivez vous pèse¹⁷. » La condamnation du béton, son assimilation au mal-être et à des sentiments négatifs (tristesse, angoisse, stress), est ici récupérée par la municipalité. En réponse à ces considérations - somme toute banales - la municipalité invite le citoyen à embellir la ville : « Vous rêvez de rues vivantes, dans lesquelles on se sent bien et où on aime se promener¹⁸. » Par le jardinage, le fleurissement, le citoyen, comme contre-pouvoir nécessaire, est invité à se substituer à la puissance publique pour prendre en charge la qualité de son cadre de vie. Il s'opère

en apparence, dans cette assimilation de la rhétorique antiurbaine par la municipalité, un transfert de responsabilité où celle-ci se désengage des processus à l'origine des formes construites de la ville. Plus encore, la municipalité se réfère à des formes de pratiques informelles comme condition à la transformation esthétique de l'espace public.

Figure 13. Végétalisation de pieds d'arbre dans le cadre du « Permis de végétaliser », Paris

© Aurélien Ramos, 2018.

- 23 L'institutionnalisation entraîne un calibrage des pratiques de bricolage et de piratage qui se traduit par l'élaboration de modèles reproductibles. L'utilisation des palettes, la fabrication de bacs en matériaux récupérés, le détournement d'objets pour les convertir en pots de plantations, autant de gestes modestes, informels et amateurs érigés en « bonnes pratiques » sur le plan éthique et esthétique. À titre d'anecdote, on peut voir même une forme d'assimilation esthétique des pratiques militantes de la lutte jardinière dans l'institutionnalisation de l'arme propre aux *green guérilleros* : « la bombe à graines » (*seed bomb*). En effet, la municipalité marseillaise dans les documents promotionnels du « Visa vert » fournit le guide de fabrication de cet outil de dé-aménagement, de lutte contre l'urbanisation, de colonisation et de *hacking végétal*. Cela s'inscrit enfin pour certaines municipalités, comme Paris, Strasbourg ou Bordeaux, dans un dispositif de « *green marketing* » accompagnant la mise en place de ces politiques publiques d'incitation au jardinage de rue qui puisent dans les références de l'art de rue (tag et pochoir, affichage sauvage, etc.) pour mobiliser les citoyens.
- 24 Cependant, malgré les différentes limitations et contraintes que peut représenter la normalisation d'une pratique informelle, il faut bien concéder que c'est également une condition de son « intégration » au sens d'une articulation entre l'individu et la société (Lallement, 2003). Déplorer la disparition de la spontanéité de son informalité et la perversion de sa récupération constitue également un lieu commun de la critique de l'institutionnalisation. Celle-ci, en légitimant une pratique informelle tout en en

conservant ses caractéristiques esthétiques comme condition, contribue à bousculer les représentations et les enjeux pour l'aménagement de l'espace public. Faut-il y voir des pistes pour développer de nouveaux modèles de conception par-delà les distinctions entre privé et public, formel et informel mais également entre pratiques amateurs et professionnelles ?

Les perspectives du jardinage dans l'espace public

Jardiner plutôt qu'aménager

- 25 Au-delà du *greenwashing*, et malgré l'aspect cosmétique de ces initiatives qui peuvent paraître dérisoires aux regards des enjeux écologiques en ville, les dispositifs incitant au jardinage de la rue réintroduisent, au centre des processus d'aménagement, l'échelle de l'individu comme unité à partir de laquelle penser les défis environnementaux de la planète. Ils peuvent représenter une assimilation des principes du « jardin planétaire » (Clément, 1999) invitant à penser, selon une éthique du vivant, tous les espaces dans lesquels nous vivons comme les parties d'un même jardin et dont le mode de relation privilégié serait le jardinage. Impliquer chacun individuellement dans la prise en charge collective de l'écosystème urbain, c'est remettre le jardinier au cœur du processus de fabrication de l'espace. C'est également substituer les logiques d'aménagement qui régissent aujourd'hui les modes de fabrication de l'espace public à celles de la *culture*, au sens où cultiver et jardiner consistent, par l'action créative, à prendre soin et à maintenir dans un état optimal, éventuellement à restaurer en cas de dégradation (Zask, 2016, p. 21-29). Ces principes, prenant comme structure de base l'expérience du jardin, offrent des modèles pour penser l'espace public, tel que l'ont montré les travaux pionniers de Bernard Lassus sur les « habitants-paysagistes » (Lassus, 1977) ou encore ceux du paysagiste Cyrille Marlin. L'un comme l'autre explorent l'hypothèse selon laquelle l'expérience individuelle n'est pas opposable à l'espace public et le jardinage est une manière de résoudre cette opposition apparente. En écartant l'idée d'une « appropriation de l'espace public », il s'agit de penser moins une juxtaposition qu'une « superposition » dans le temps et dans l'espace des expériences individuelles de jardin dans la rue (Marlin, 2008). Cela invite donc à accepter l'intermittence du jardin dans la rue et l'hybridation de la pratique du jardinage avec d'autres usages urbains (circuler, consommer, se rencontrer, etc.)

L'amateur comme acteur de la fabrication de l'espace public

- 26 Si les dispositifs d'incitation au jardinage dans la rue peuvent apparaître comme des formes de confiscation par la municipalité de la capacité d'action citoyenne par anticipation, ils constituent néanmoins une opportunité pour l'introduction d'une figure nouvelle dans le jeu d'acteurs de l'aménagement urbain : ni professionnel ni public anonyme, l'amateur peut, au travers de ces dispositifs, devenir un véritable acteur.
- 27 L'art des jardins - comparativement à d'autres champs de la création artistique - accorde une place singulière à l'amateur. Le processus de rationalisation propre à la modernité culturelle (Weber, 1959) a eu pour effet, au tournant du XIX^e siècle, la professionnalisation et la spécialisation des champs de la conception de jardins (Hunt,

1996). Mais « l'amateur éclairé », le jardinier collectionneur et érudit, figure de cette « culture de la curiosité » (Pomian, 1987) d'avant les Lumières, semble s'être maintenue en parallèle de la distinction qui s'est opérée progressivement avec la structuration de la profession d'horticulteur¹⁹ puis l'invention de celle de paysagiste²⁰ (Racine, 2002) et contrairement à ce qui s'est produit pour la peinture ou la sculpture par exemple. On peut y voir sans doute un effet de l'embarras à l'égard de l'art des jardins à qui l'on assigne, dans la conception classique hégélienne, le statut de « genre mixte » (Hegel, 1997) : trop en prise avec la matérialité du réel, l'œuvre du jardinier ne peut satisfaire aux exigences de la *mimesis* (Brunon et Mosser, 200. ; Nys, 1999). Alors, à l'écart de la modernité esthétique, l'amateur travaillant au jardin a construit ce champ de connaissance empirique, pluridisciplinaire, enthousiaste, il a développé cette « sagesse du jardinier » dont parle Gilles Clément (Clément, 2004). Ce savoir, issu de l'expérience, de l'observation attentive et de la pratique, caractérise la connaissance spécifique de l'amateur de jardins.

- 28 Par ailleurs, la figure de l'amateur a évolué, notamment depuis l'entrée dans ce que Walter Benjamin appelle l'« ère de la reproductibilité technique » (Benjamin, 2008). Avec la photographie, le cinéma puis aujourd'hui plus encore les outils domestiques numériques qui offrent des modes d'expression multiples, le spectateur peut à tout moment devenir acteur (Allard, 1999) et l'amateur prend alors une place centrale dans le processus de production créatif.
- 29 Nous l'avons vu, la singularité de la mise en place des dispositifs incitatifs au jardinage dans l'espace public est que ceux-ci s'adressent à des pratiques spécifiquement non professionnelles. À l'heure de l'injonction à la démocratie participative dans la pensée politique contemporaine (Bacqué *et al.*, 2005), c'est l'occasion pour la figure de l'amateur de devenir un véritable acteur dans l'espace public. En effet l'« institutionnalisation de la participation des citoyens "ordinaires" » (Blondiaux, 2007), loin de faire l'unanimité, suscite la méfiance notamment parce qu'elle peut promouvoir « un type de citoyenneté individuelle [et] atomisée » (*ibid.*). Or, l'introduction de « l'amateur de jardins » (Clément, 2004), cette figure de savant non professionnel, de passionné sans être spécialiste - qui selon Gilles Clément fait exception dans le champ des pratiques amateurs - permettrait de fonder la participation au processus de fabrication de l'espace public sur une compétence spécifique, sur un mode de connaissance du monde, et surtout sur une pratique.

Vers de nouvelles compétences de concepteurs ?

- 30 Le bouleversement que peut produire l'amateur dans le champ de la fabrication de l'espace urbain pourrait être comparable aux mutations culturelles qui se jouent aujourd'hui avec le développement de la *cyberculture* (Flichy, 2010). Le numérique offre un nouveau type d'espace public (Dahlgren et Relieu, 2000) accessible à tous depuis les écrans domestiques et il se construit sur la base d'une culture amateur, où l'internaute, bricoleur, passionné et praticien, sans être nécessairement « informaticien » rend caduque la distinction stricte entre professionnels et amateurs (Allard, 1999, p. 23). Néanmoins on connaît désormais la nécessité de réguler ces espaces d'expression anonymes où peuvent proliférer les extrêmes. Ces changements amènent à s'interroger sur le rôle des concepteurs de ces espaces, qu'ils soient numériques ou physiques : doivent-ils se limiter à être des régulateurs, des modérateurs opérant un filtrage ou un nettoyage selon des critères de sécurité ou d'hygiène publique ? Ou bien leur rôle doit-il

être pédagogique, formant à un usage intelligent et raisonné de l'espace public ? S'agit-il encore d'inventer un rôle de « passeur » (Keravel, 2015), un médiateur des relations entre les pratiques individuelles et un espace commun ? L'évolution des métiers de la conception dans les champs de l'architecture, de l'urbanisme et du paysage témoigne de la nécessité d'intégrer ces nouvelles conditions de la pratique professionnelle. Le métier de paysagiste en particulier, parce qu'il agit sur les constructions collectives qui lient les sociétés avec leurs espaces vécus (Donadieu, 2014), est en bonne place pour inventer des compétences spécifiques à l'interface entre le citoyen, le politique et le professionnel.

- 31 Les dispositifs d'incitation au jardinage dans l'espace public ouvrent sur un mode d'action politique d'un nouveau type qu'il serait intéressant de remettre en perspective par rapport à l'évolution des politiques de la ville. L'enjeu étant pour les municipalités non pas tant d'assimiler ces pratiques informelles de jardinage de rue via leur institutionnalisation mais bien de les maintenir dans un degré « acceptable » d'informalité, condition à leur pérennisation dans l'espace public. Bien que par définition la légitimation de la « ruse » dans l'espace public entraîne sa disparition en tant que mode d'action tactique, celle-ci peut néanmoins devenir un moteur pour une éthique de l'action collective en milieu urbain. Le jardinage, pratique intime, n'est pas pour autant une pratique individualiste. Bien au contraire, l'histoire des luttes *par* le jardinage et *pour* le droit à jardiner le montre : des *diggers*²¹ au XVI^e siècle jusqu'aux *green guerrilleros*, l'objectif de ces mouvements n'est pas de prôner l'anarchie mais d'utiliser le jardinage comme une force de régulation du gouvernement, contre l'appropriation privée des espaces communs (Zask, 2016, p. 204). Le risque principal de l'institutionnalisation de ces pratiques de jardinage dans la rue est de remplacer l'objet de la lutte pour le droit au *commun* (Dardot et Laval, 2014) par des conflits d'usages et de territoires. Il faut faire la distinction entre *avoir* un jardin dans l'espace public et *jardiner* l'espace public : dans un cas, c'est considéré le *commun* comme un bien ; dans l'autre, c'est le penser comme résultat non d'une acquisition mais d'une activité pratique (*ibid.*, p. 49). C'est à cette dernière condition que les dispositifs de jardinage dans la rue parviendront à changer les manières de faire et de vivre l'espace public.

BIBLIOGRAPHIE

AIVE, CNFPT, *Vers la gestion différenciée des espaces verts. Actes du colloque européen, Strasbourg 24, 25, 26 octobre 1994*, Dijon, CNFPT, 1995.

Aggeri, G., *Inventer les villes-natures de demain... Gestion différenciée, gestion durable des espaces verts*, Dijon, Educagri éditions, 2010.

Allard, L., « L'amateur : une figure de la modernité esthétique », *Communications. Le cinéma en amateur*, n° 68, 1999, p. 9-31, URL : http://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_1999_num_68_1_2028.

Azaïs, C. et Steck, J.-F. « Les territoires de l'informel », *Espaces et société*, n° 143, 2010.

- Bacqué, M.-H., Rey, H. et Sintomer, Y., (dir.), *Gestion de proximité et Démocratie participative*, Paris, Éditions La découverte, 2005.
- Basset, T. J., « Vacant Lot cultivation, community garden in America 1893-1978 », thèse de doctorat, University of Berkeley, 1979.
- Baudry, S., Scapino, J., Rémy, E., « L'espace public à l'épreuve des jardins collectifs à New York et Paris », *Géocarrefour*, 89/1-2, 2014, p. 41-51, URL : <http://journals.openedition.org/geocarrefour/9388>.
- Benjamin, W., *L'Œuvre d'art à l'époque de sa reproductibilité technique* (1939), Paris, Gallimard, 2008.
- Blanc M., Causer, J.-Y., « Privé-public : quelles frontières ? », *Revue des sciences sociales*, n° 33, 2005, URL : <http://www.revue-des-sciences-sociales.com/pdf/rss33-presentation.pdf>.
- Blondiaux, L., « La démocratie participative, sous conditions et malgré tout. Un plaidoyer paradoxal en faveur de l'innovation démocratique », *Mouvements*, n° 50, 2007, URL : <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2007-2-page-118.htm>.
- Bourdeau-Lepage, L., « Nature(s) en ville », *Métropolitiques*, 21 février 2013, URL : <https://www.metropolitiques.eu/Nature-s-en-ville.html>.
- Brunon, H. et Mosser, M., « L'enclos comme parcelle et totalité du monde : pour une approche holistique de l'art des jardins », *Ligea*, n° 73-76, janvier-juin 2007, p. 56-75, URL : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00167922/document>.
- Cabedoce, B. et Pierson, P., (dir.), *Cent ans d'histoire des jardins ouvriers 1896-1996. La Ligue française du coin de terre et du foyer*, Grâne, Éditions Créaphis, 1996.
- Certeau, M. de, *L'Invention du quotidien*, 1, *Arts de faire*, Paris, Gallimard, 1990.
- Chalas, Y., « La ville de demain sera une ville-nature », *L'Observatoire*, n° 37, 2010, p. 3-10.
- Clément, G., *La Sagesse du jardinier*, Paris, L'Œil neuf, 2004.
- Clément, G., *Le Jardin planétaire. Réconcilier l'homme et la nature*, Paris, Éditions Albin Michel, 1999.
- Creux, G., « Les pratiques de jardinage dans l'espace des loisirs », dans Green, A.-M (dir.), *Les Métamorphoses du travail et la Nouvelle Société du temps libre : autour de Joffre Dumazedier*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- Dahlgren, P., Relieu, M., « L'espace public et l'internet. Structure, espace et communication », *Réseaux*, vol. 18, n° 100, 2000, p. 157-186, URL : https://www.persee.fr/doc/reso_0751-7971_2000_num_18_100_2217.
- Dardot, P. et Laval, C., *Commun. Essai sur la révolution au XXIe siècle*, Paris, La Découverte, 2014.
- Deleuze, G., « Post-scriptum sur la société de contrôle », *L'Autre Journal*, n° 1, 1990.
- Demailly, K.-E., « Jardiner les vacants », *Carnets de géographes*, n° 8, 2015, URL : <http://journals.openedition.org/cdg/324>.
- Denis, L., « Du jardin partagé aux jardins de trottoirs. Nature de quartier et éco-citoyenneté à Lyon », mémoire de master, Muséum d'histoire naturelle et AgroParisTech, Paris, 2010.
- Diamanti, E., « Ruse et triche dans l'espace public », dans Perdons, C. et Bonnenfant, M. (dir.), *La Ruse : entre la règle et la triche*, Québec, Presses de l'université de Québec, 2011, p. 169-200.
- Donadieu, P., *Paysage en commun pour une éthique des mondes vécus*, Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, 2014.

- Donnat, O. et Cogneau, D., *Les Pratiques culturelles des Français, 1973-1989*, Paris, La Découverte-la Documentation française, 1990, p. 127.
- Dubost, F. et Lizet, B. « La nature dans la cité. De l'hygiénisme au développement durable », *Communications. Bienfaisante nature*, vol. 74, 2003, p. 5-17, URL : https://www.persee.fr/doc/comm_0588-8018_2003_num_74_1_2125.
- Dubost, F., *Les Jardins ordinaires*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Flichy, P., *Le Sacre de l'amateur. Sociologie des passions ordinaires à l'ère numérique*, Paris, Le Seuil, 2010.
- Foucault, M., *Surveiller et Punir. Naissance de la prison*, Paris, Gallimard, 1975.
- Habermas, J., *L'Espace public* (1962), Paris, Payot, 1978.
- Haumont, N., *L'Habitat pavillonnaire*, Paris, Centre de recherche et d'urbanisme, 1979.
- Hegel, G.W.F., *Esthétique*, Paris, Le Livre de Poche, 1997, vol. 2, p. 23-24.
- Himanen, P., *L'Éthique hacker et l'Esprit de l'ère informatique*, Paris, Éditions Exils, 2001.
- Hunt, J. D., *L'Art des jardins et son histoire*, Paris, Éditions Odile Jacob, 1996.
- Keravel, S., *Passeurs de paysages. Le projet comme art relationnel*, Genève, MétisPresse, 2015.
- Kühne, O., « Urban nature between modern and postmodern aesthetics : reflections based on the social constructivist approach », *Questiones Geographicae*, vol. 31, n° 2, p. 9-13, 2012, URL : <https://content.sciendo.com/view/journals/quageo/31/2/article-p61.xml>.
- Lallemend, M., *Temps, Travail et Mode de vie*, Paris, PUF, 2003, p. 53-57.
- Lassus, B., *Les Habitants-Paysagistes*, Paris, Les Presses de la connaissance, 1977.
- Lefebvre, H., *Le Droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.
- Lizet, B., Wolf, A-E. et Celecia, J., *Sauvages dans la ville*, Paris, Publications scientifiques du Muséum, 1999.
- Marco, A., Menozzi, M.-J., Léonard, S., Provendier, D., Bertaudière-Montès, V. « Nature sauvage pour une nouvelle qualité de vie : perception citadine de la flore spontanée dans les espaces publics », *Méditerranée*, n° 123, p. 133-142, 2014, URL : <https://journals.openedition.org/mediterranee/7483>.
- Marlin, C., « L'expérience ordinaire. Fabrication d'un énoncé de jardin », doctorat EHESS, Paris, 2008.
- Menozzi, M.-J., « “Mauvaises herbes”, qualité de l'eau et entretien des espaces », *Nature, Sciences et Société*, vol. 15, n° 10, 2007, p. 144-153, URL : <https://www.cairn.info/revue-natures-sciences-societes-2007-2-page-144.htm>.
- Muller, P. et Surel, Y., *L'Analyse des politiques publiques*, Paris, Éditions Montchrestien, 1998.
- Nys, P., « Art et nature : une perspective généalogique », dans Brunon, H., *Le Jardin, notre double. Sagesse et déraison*, Paris, Éditions Autrement, 1999, p. 241-247.
- Page, R., *L'Éducation du jardinier*, Paris, Éditions de la Maison rustique, 1994, p. 315.
- Peraldi, M., « Informalités. Nouvelles perspectives analytiques », dans Denieul, P.-N. et Madoui, M., *Entrepreneurs maghrébins. Terrains en développement*, Paris, Éditions Karthala, 2010, p. 431-441.
- Pomian, K., *Collectionneurs, Amateurs et Curieux, Paris, Venise : XVIe-XVIIIe siècles*, Paris, Gallimard, 1987, p. 80.

- Prédine, E., *Des jardins en partage*, Paris, Rue de l'Échiquier, 2009.
- Racine, M. (dir.), *Créateurs de jardins et de paysage en France du XIXe siècle au XXIe siècle*, Arles/Versailles, Acte Sud/ENSP, 2002.
- Reynolds, R., *La Guérilla jardinière*, Paris, Yves Michel, 2010.
- Soulier, N., *Reconquérir les rues, Exemples à travers le monde et pistes d'action*, Paris, Ulmer, 2012.
- Sue, R., *Le Loisir*, Paris, PUF, 1980, p. 87-88.
- Tracey, D., *Guerrilla Gardening: A Manual*, Gabriola Island, New Society Publisher, 2007.
- Weber, F., *L'Honneur des jardiniers*, Paris, Belin, 1998.
- Weber, M., *Le Savant et le Politique* (1919), Paris, Plon, 1959.
- Zask, J., *La Démocratie aux champs*, Paris, La Découverte, 2016.

NOTES

1. Voir le site du réseau français <http://guerilla-gardening-france.fr/wordpress/>
2. Voir le site du réseau français <http://lesincroyablescomestibles.fr/>
3. Statistiques Insee « T16F014T4 - Taille des communes les plus peuplées » pour une population municipale recensée en 2013.
4. À Rennes en 1995, un groupe d'habitants, qui protestaient contre une destruction, ont commencé à planter dans l'espace public. Ils sont à l'origine du programme « Embellissons nos murs » ; à Caen, la gestion du jardinage des rues est partagée entre la ville et l'association Caen au pied du mur, à l'origine du projet ; à Montpellier, deux associations de quartier, Huerta libre et Mare nostrum, sont les porteuses et gestionnaires du projet de jardinage dans les rues « Micro implantations florales ».
5. Se reporter au mémoire de master de Laurent Denis (2010), qui retrace l'historique du dispositif de « micro-implantation florale » à Lyon.
6. Les règlements de voirie interdisent en général l'installation d'objets fixes, l'atteinte au revêtement de chaussée ou au mobilier municipal sur le domaine public.
7. Le dispositif institutionnel de « végétalisation de rue » ayant été mis en place par la municipalité deux ans plus tard en 2012.
8. Site de la ville de Bordeaux, <http://www.bordeaux.fr/p88843/vegetalisation-des-rues>, consulté le 4 mai 2018.
9. Site de la ville du Mans, « Charte de végétalisation », URL : http://www.lemans.fr/fileadmin/contributeurs/nature/documents/La_charte_de_vegetalisation_des_rues_du_Mans.pdf, consulté le 2 octobre 2018.
10. Site de la ville de Lille, « Charte de végétalisation », URL : <https://www.lille.fr/Que-faire-a-Lille/Envie-de-nature/Faites-de-Lille-votre-jardin/Le-permis-de-vegetaliser>, consulté le 12 septembre 2018.
11. Site de la ville de Toulouse, URL : <http://www.toulouse.fr/web/environnement/-/operation-des-fleurs-sur-mon-mur->, consulté le 15 décembre 2017.
12. Site de la ville de Dijon, URL : <http://jadopteunarbre.dijon.fr>, consulté le 15 décembre 2017.
13. Voir, par exemple, les chartes des jardins partagés des villes de Paris, <https://api-site-cdn.paris.fr/images/123236.pdf>, consulté le 2 mai 2018, ou encore de Lyon https://www.lyon.fr/sites/lyonfr/files/content/migrated/390/316/Charte_des_jardins_partages.pdf, consulté le 2 mai 2018.

14. Voir la charte des jardins partagés de Bordeaux, http://www.bordeaux.fr/images/ebx/fr/groupePiecesJointes/32514/1/pieceJointeSpec/94284/file/charte_jardins_partages.pdf, consulté le 2 mai 2018.
 15. Site de la ville de Marseille, <http://environnement.marseille.fr/nature-en-ville/vegetalisation-des-rues>, consulté le 4 mai 2018.
 16. Plateforme « Végétons Paris », <https://vegetalisons.paris.fr/vegetalisons/>, consulté le 3 mai 2018.
 17. « Guide de végétalisation des rues » téléchargeable sur le site de la ville de Marseille, <http://environnement.marseille.fr/nature-en-ville/vegetalisation-des-rues>, consulté le 3 mai 2018.
 18. *Ibid.*
 19. 1874, création de l'Ecole nationale d'horticulture de Versailles.
 20. 1946, ouverture de la section « paysage » à l'Ecole nationale d'horticulture.
 21. Nom donné aux paysans en lutte contre les *enclosures*, processus d'appropriation des terres communales qui s'est échelonné de 1760 à 1840 en Angleterre.
-

RÉSUMÉS

Parmi les politiques publiques en faveur de la nature en ville développées depuis 2007 dans le sillage du Grenelle de l'environnement, les dispositifs incitant les citoyens à jardiner dans l'espace public constituent une forme innovante en termes de gouvernance et de forme produite. Institutionnalisation de pratiques utilisant le jardinage sur un mode « tactique », ces dispositifs consistent en l'autorisation exceptionnelle d'actes de jardinage non professionnels et dilettantes dans l'espace public. La condition de leur autorisation réside dans leur calibrage et, paradoxalement, dans le maintien de leur informalité. Cette incitation faite au citoyen introduit l'individu comme échelle de transformation de la ville et ouvre des questionnements quant au rôle des concepteurs. Cet article repose sur une base de données de dix-huit villes françaises s'étant dotées de tels dispositifs depuis 2004. Il vise à définir les contours généraux de ces politiques incitatives afin d'en analyser les enjeux et d'en dégager une première lecture critique.

Among the public policies in support of nature in urban areas developed since 2007 in the wake of the *Grenelle de l'environnement* (Environmental Round Table), the measures encouraging city dwellers to garden in public spaces constitute an innovative form of governance. These policies institutionalise gardening as a "tactic" and consist of the exceptional authorisation of amateur gardening in public spaces. The condition for such an authorisation lies in the calibration of these gardening initiatives and, paradoxically, in their informal nature. This incentive for the urban dweller introduces the individual as an element impacting the transformation of the city and raises questions concerning the role of designers. This article uses data from a database of eighteen French cities where such initiatives have been in existence since 2004. It aims to define the general outlines of these incentive-based policies to analyse the challenges faced and to conduct an initial review.

INDEX

Mots-clés : jardinage, végétalisation de rue, pratiques urbaines, esthétisation de l'espace public, urbanisme informel

Keywords : gardening, street greening, urban practices, aestheticisation of public spaces, informal urban planning

AUTEUR

AURÉLIEN RAMOS

Aurélien Ramos est paysagiste DPLG et doctorant au CRH-LAVUE. Il est maître de conférences associé à l'ENSAPBx et vacataire à l'ENSP à Versailles. Cofondateur du collectif Friche and Cheap, il a travaillé pendant trois ans pour la ville de Bordeaux dans le cadre du PNRQAD Re-Centre(s) où il a accompagné les processus expérimentaux de végétalisation du centre ancien.
aurelien.amos[at]live[dot]fr